http://www.ujfp.org/spip.php?article4345

Appel à la commémoration du 19ème anniversaire de l'évacuation de l'église Saint-Bernard à Paris.

L'UJFP en action - Appels et manifestations -
Date de mise en ligne : samedi 22 août 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Manifestation de la Place de la gare de l'Est en direction de l'Église Saint-Bernard, le 22 août 2015, à 15h, à Paris.

Le 18 mars 1996, 350 personnes (hommes, femmes et enfants) en situation irrégulière qu'on surnommera bientôt les Sans-papiers de Saint-Bernard décident de sortir de l'ombre en occupant notamment l'Église Saint-Ambroise, le Gymnase Japy, les Locaux syndicaux de SUD PTT, les Entrepôts SNCF rue Pajol, pour arriver à l'occupation de l'Église Saint-Bernard.

Le 23 août 1996, la police évacue l'Église Saint-Bernard en défonçant la porte à coups de hache pour déloger, sous le regard des caméras, les dix grévistes de la faim et les familles qui y campaient depuis plus de 50 jours. Cette évacuation fût brutale, avec l'intervention de 1000 CRS.

Depuis, les Sans papiers, organisés en différents collectifs, ont mené de nombreuses actions (occupations, grèves, marches à travers la France, Caravanes à travers l'Europe - 9 frontières traversées en 2012 - , Caravanes au Forum Social Mondial de Dakar et Tunis...).

L'UNSP (Union Nationale des Sans-Papiers) appelle, comme chaque année au mois d'août, avec la CISPM (Coalition Internationale des Sans papiers et Migrants), à la commémoration de Saint-Bernard, moment fondateur de la lutte ouverte des Sans-papiers pour leur régularisation.

* 2002 : Occupation de la Basilique de Saint Denis, Marche de Marseille à Paris, en 2006 Lutte des 1000 de Cachan.
* 2003 : Marche du Havre à Rouen.
* 2004 : Marche de Bruxelles à Paris (15 jours).
* 2008 : Occupation de l'église St Paul à Nanterre (15 jours), Campagne Racket, Occupation de la Bourse du Travail (14 mois).
* 2009 : Occupation de la CPAM rue Baudelique à Paris (14 mois).
* 2010 : Marche de Paris à Nice lors de la Commémoration du 50e anniversaire de l'indépendance des pays africains.
* 2011 : Participation au Forum Social Mondial de Dakar.
* 2012 : Marche européenne des Sans Papiers et des Migrants (1 mois).
* 2012-2013 : les grévistes de la faim de Lille « Faut-il mourir pour avoir des papiers » (73 jours)
* 2013 : Caravane et participation au Forum Social Mondial de Tunis, Marche du Grand Paris des Sans-papiers (1 mois).
* 2014 : Caravane et grande manifestation à Bruxelles lors du sommet du Conseil de l'Europe sur la politique migratoire.
* 2015 : Caravane au FSM de Tunis.

Malgré plusieurs changements de la loi et plusieurs circulaires depuis 1996, qu'elles soient issues de gouvernements de droite ou de gauche, ces politiques n'ont cessé de se durcir envers les migrants en quête de régularisation, bafouant le droit à l'émigration et le respect de la dignité des migrants. Bien plus, la gauche au pouvoir en France depuis 2012 a réduit le champ de la régularisation des migrants plus sévèrement que tous les gouvernements précédents.

Copyright © UJFP

En 2012, la circulaire Valls permet une régularisation purement et simplement économique. C'est un dispositif basé presque exclusivement sur le travail, subordonnant ainsi le salarié au bon vouloir de l'employeur, ce qui mène automatiquement à la précarisation du travail des Sans Papiers. Cette circulaire écarte les Sans Papiers qui travaillent sans être déclarés. Elle impose des critères restrictifs à ceux qui sont déclarés. Elle perpétue également le dispositif du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) par le pouvoir discrétionnaire de l'administration préfectorale avec ses autorisations en lieu et place de droits codifiés dans la loi. Les lois sur le droit d'asile et le Ceseda, votées tout récemment en juin et juillet 2015, ne changent rien sur le fond : priorité y est toujours donnée à la répression et à l'expulsion.

La France vient d'être condamnée en ce sens le 23 juillet dernier par le Comité des droits de l'homme de l'ONU ! Ce choix du gouvernement, uniquement électoraliste, donne un gage au patronat qui peut se permettre ainsi de nous exploiter encore plus et fait glisser peu à peu la France vers un État xénophobe.

Les Sans papiers de France, connaissent tous le fait du chômage et de la précarité, ils se sentent et se veulent solidaires de tous les précaires. Lorsqu'ils travaillent, c'est surtout dans la confection, le bâtiment, la restauration, le service à la personne, le nettoyage, le jardinage... Ils participent activement au développement économique de la France et de leurs propres pays. Ce sont des citoyens à part entière. Et pourtant, ils sont traités comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, et de l'administration.

Ces deux années ont été violemment marquées par les nombreux naufrages criminels de migrants en Méditerranée. La responsabilité en revient à la politique de l'Union européenne, aussi bien par la politique de casse des économies de nos pays d'origine que par les guerres organisées pour les intérêts des pays impérialistes européens. C'est cela qui provoque un afflux constant de migrants générateur de drames en Méditerranée. La réponse de l'Union européenne est dans la militarisation croissante de FRONTEX, ce qui ne réduira pas le flux, mais augmentera le nombre de morts. Aujourd'hui, les collectifs de Sans-papiers se sont mobilisés pour soutenir les réfugiés en demande d'asile, à Vintimille, Paris, Calais. A Paris, la lutte des réfugiés de Pajol a réussi a débloquer l'hébergement de 700 personnes. Le combat se poursuit par l'occupation du lycée Jean-Quarré (19ème). A Vintimille, les réfugiés résistent au contrôle et à la fermeture de la frontière rétablis par le gouvernement français. A Calais, la situation des réfugiés devient de plus en plus dangereuse (9 morts dans les dernières semaines), alors que le ministre français de l'Intérieur et son homologue britannique promettent le renforcement des moyens de répression.

L'UNSP, la CSP75 et la CISPM appellent à une grande manifestation, le 22 août 2015, qui partira de la Gare de l'Est à 15h en direction de l'église Saint-Bernard, en passant par les haut lieux de la lutte que les réfugiés ont mené dans les derniers mois (La Chapelle, Pajol, Eole, Dormoy).

Nous exigeons :
* La régularisation globale de tous les sans papiers par la délivrance d'une carte pérenne de 10 ans
* La fermeture des centres de rétention administrative (C.R.A.), de FRONTEX et EUROSUR
* L'arrêt des contrôles aux faciès et des expulsions
* L'abrogation de toutes les lois actuelles d'immigration et des accords bilatéraux de réadmission dans les pays d'origine
* Le respect du droit d'asile
* Le respect des droits de Rroms
* Le respect de la dignité humaine et l'égalité des droits pour tous et toutes
* La liberté de circulation et d'installation pour tou-te-s (article 13 de la Convention des droits de l'homme.

L'UNSP (Union nationale de Sans-Papiers) et la Coalition Internationale des Sans Papiers et Migrants (CISPM) appellent tous les collectifs de migrants, les associations, syndicats, partis, tous les citoyens et citoyennes, et

Copyright © UJFP

particulièrement tous les migrants en lutte, à se joindre à la manifestation du 22 août, avec toutes leurs forces, avec toute leur volonté de s'opposer aux politiques aveugles, cyniques et inefficaces actuellement mises en oeuvre dans l'accueil aux migrants.

Signataires : UNSP (CSP75, CSP75/Strasbourg St Denis, CSP93, CTSP Vitry-94, CSP17e-St-Just, Droits Devant !!, CSP Fort de Vaux, Association Plus, Intégration 21, CSP95, CSP Valence, CSP59), CISPM, AMF, ATF, Femmes plurielles

Soutenus par : ATMF, MRAP, FUIQP, UJFP

Copyright © UJFP